

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 17 (1967)

Heft: 3

Bibliographie: Anzeigen = Notes bibliographiques

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ANZEIGEN NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

SCHWEIZERGESCHICHTE HISTOIRE SUISSE

Lorsch und St. Gallen in der Frühzeit. Zwei Vorträge von HEINRICH BÜTTNER und JOHANNES DUFT. Hg. vom Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte. Konstanz, Stuttgart, Jan Thorbecke Verlag 1965, 45 S. — Es ist immer aufschlußreich, ähnliche Institutionen miteinander zu konfrontieren, wie es hier für Lorsch und St. Gallen geschehen ist. Dem langsam gewordenen und ganz allmählich in das benediktinische Mönchstum des 8. Jahrhunderts hineingewachsenen St. Gallen stellt H. Büttner das 764 gegründete Lorsch gegenüber, hinter dem in Gegensatz zu St. Gallen von Anbeginn eine mächtige Familie der fränkischen Reichs- aristokratie stand, so daß es gleich «in die großen Zusammenhänge der karolingischen kirchlichen wie weltlichen Politik hineingelangte». Im 2. Vortrag skizziert J. Duft die Bibliotheken beider Abteien als Quellen der mittelalterlichen Bildungsgeschichte. Der Vergleich ist lehrreich. Man sieht da unschwer, wie sehr wir bei der Beurteilung der St. Galler Verhältnisse nicht übersehen dürfen, daß die Ansicht von der großen Bedeutung des Bodensee- klosters letztlich vor allem auf der einmaligen Überlieferung St. Gallens beruht, es also notwendig ist, gewisse Abstriche vorzunehmen.

Basel

A. Bruckner

EDUARD A. FEER, *Die Familie Feer in Luzern und im Aargau.* 2. Band: Neue Forschungsergebnisse aus dem 14. und 15. Jahrhundert mit einer systematischen Genealogie bis 1964. Aarau 1964. 588 S. — Bereits 1934 erschien von Botschafter Dr. Feer eine erste Übersicht über die «Familie Feer in Luzern und im Aargau 1331—1934». Was nun vor uns liegt, ist etwas grundlegend neues und die Frucht jahrzehntelangen Zusammen- tragens. Besonders für Luzern wird man diese unerschöpfliche Fundgrube für personelle, wirtschaftliche und politische Fragen sehr begrüßen. Stand doch Meinrad Schnellmanns Monographie über «Die Familie von Moos von Uri und Luzern» (Privatdruck, Luzern 1955) bisher ziemlich einsam da.

Die Feer leiten sich her von den Fährleuten an der Reuß bei Nieder- eschenbach (Kt. Luzern), wo sie seit dem früheren 14. Jh. faßbar sind. Sie wandten sich bald dem Niederwässerfahr (Reußschiffahrt Luzern-Basel) zu, das nicht weniger als neun Feer-Generationen in direkter Folge bis 1544 innehatten (S. 27). Einzelne (1424) in Luzern eingebürgerte Zweige stiegen noch im 15. Jh. über das Speditionsgeschäft zu selbständigen und reichen

Kaufleuten auf (Heinrich II, † 1492, S. 89ff.). Parallel dazu erfolgte der politische Aufstieg bis zum Luzerner Schultheißenamt (1477 Hans, S. 107ff.; 1502 Petermann, S. 185ff.). Während der Luzerner Patrizierstamm 1794 mit einem St. Urbaner Zisterzienser erlosch, blüht heute noch der Aargauer Zweig. Peter Feer, 1508—1529 im Dienste der Großen Handelsgesellschaft bis nach Spanien tätig, gelangte über Ravensburg und Konstanz nach Bern, während seine Nachkommen im 17. Jh. nach Brugg und von da nach 1800 nach Aarau übersiedelten.

Auf die Fülle des Gebotenen kann hier nur hingewiesen werden. Auf vier Blättern wird eine «Übersicht über die Nummern der Genealogie» geboten, die zusammen mit dem Register den Zugang zu den einzelnen Personen erleichtern. Zahlreiche Exkurse, Übersichten und Stammtafeln zeigen Besitztum und wichtige verwandtschaftliche Querverbindungen auf (z. B. Verbindungen mit Schaffhausen und Konstanz 14./16. Jh., S. 120f., Verwandtschaftsverhältnisse innerhalb des Luzerner Patriziates S. 356ff.).

Luzern

Fritz Glauser

ALLGEMEINE GESCHICHTE HISTOIRE GÉNÉRALE

CHARLES KECSKEMETI, *La formation professionnelle des archivistes: liste des écoles et des cours de formation professionnelle d'archivistes*. — Bruxelles 1966 (Archives générales du Royaume). Publié sous les auspices du Conseil international des Archives et avec le concours de l'UNESCO, offset, in-8°, 95 p. — A la littérature archivistique parue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il manquait une étude générale consacrée aux établissements qui s'occupent de la formation professionnelle des archivistes. Le petit livre que Charles Kecskemeti a rédigé sur le sujet, comble heureusement cette lacune. Tout en donnant la liste des cours et des écoles qui préparent au métier d'archiviste, l'auteur compare les différents systèmes d'enseignement. Cette confrontation lui permet de montrer que «la durée de l'enseignement, le programme des études, les conditions d'accès aux fonctions d'archiviste varient très considérablement d'Etat à Etat». Ainsi, certains établissements donnent la primauté aux sciences auxiliaires, d'autres accordent une importance à peu près égale aux diverses catégories de cours, d'autres enfin axent les études sur «l'enseignement de la théorie archivistique» et sur «l'initiation pratique à l'exercice du métier» (histoire des archives, terminologie, principes archivistiques, triages et éliminations, classements, instruments de travail, conservation des documents, etc.). «Bref, note M. Kecskemeti, on peut dire: autant d'écoles, autant de programmes». Malheureusement, ces programmes ne répondent pas tous aux exigences de l'archivistique contemporaine. — Ce livre, extrêmement bien conçu et propre à susciter d'utiles réflexions sur le métier d'archiviste, demeurera, pour longtemps sans doute, le manuel le mieux documenté sur les écoles et les cours qui, dans le monde, dispensent un enseignement archivistique. On ne peut donc qu'en recommander la lecture.

Berne

Oscar Gauye

CLAUDE MOSSÉ, *Le travail en Grèce et à Rome*. Paris, Presses universitaires de France, 1966. In-12, 126 p. (Coll. «Que sais-je?» n° 1240). — Cette étude d'histoire ancienne est de celles qui n'ont de sens qu'en référence à notre temps, et de ce fait elle est susceptible d'attirer l'attention d'un large public. Mais qu'est-ce que le «travail»? Si ni les Grecs ni les Romains n'ont eu de mot pour désigner ce que nous entendons par là, il faut bien que l'historien se fasse lui-même une idée de son objet. Or le plan adopté par l'auteur laisse au second plan ou omet, sans qu'il s'en explique, des points que beaucoup jugeraient essentiels. Ainsi, aucun chapitre n'étant consacré à une nomenclature des travailleurs en fonction des classes sociales, l'étude de l'esclavage est répartie entre un chapitre «Grands propriétaires et esclavage rural» et deux chapitres sur l'artisanat. De plus, si une partie du livre est consacrée au monde rural et une autre au monde des artisans, aucune ne traite du secteur tertiaire. Cependant l'auteur ne manque pas de dire quelle est la ligne directrice de son étude: «mettre en évidence les traits permanents, les caractères spécifiques du travail dans l'Antiquité classique», et cela plus particulièrement dans le cadre de la cité, «parce que les caractères de cette cité se sont, théoriquement au moins, peu modifiés au cours des dix siècles de son histoire» (p. 6). On se demande alors pourquoi, dans la première partie du livre, l'auteur se donne la peine de résumer l'histoire de la Grèce et de Rome, et surtout on s'étonne qu'à son avis les guerres puniques et les guerres d'Orient aient eu des conséquences «considérables, bouleversant de fond en comble la physionomie traditionnelle de la cité» (p. 38) ou que «ces colonies de vétérans qu'alliaient multiplier les généraux du I^{er} siècle» soient présentées comme à l'origine d'«un type social nouveau» (p. 63).

Lausanne

Louis Graz

DENYS LOMBARD, *La Chine impériale*. Paris, Presses Universitaires de France, 1967. In-12, 126 p. (Coll. «Que sais-je?», n° 1244). — Evoquer la Chine impériale en un si petit volume représente une œuvre aussi périlleuse que difficile. Pour réussir, une connaissance très solide de la civilisation chinoise s'impose, ainsi qu'un rare don de synthèse. Denys Lombard satisfait pleinement à ces deux exigences. Au lieu de simplement dérouler devant le lecteur les principales étapes de l'empire, l'auteur dépasse l'événement pour analyser les tendances profondes de la civilisation chinoise. Au-delà des empereurs et des dynasties, il insiste sur l'évolution des idées, l'importance des lettrés, l'essor de l'agriculture et du commerce, pour s'arrêter au déclin et finalement à la chute de l'Empire. A l'heure où tant de traits de la Chine moderne nous échappent, il est d'autant plus important de saisir leur arrière-plan historique. Denys Lombard nous y aide avec un rare talent.

Genève

Gilbert Etienne

ROGER LÉVY, *Trente siècles d'histoire de Chine*. Paris, Presses Universitaires de France, 1967. In-8°, 309 p. — Le livre de Roger Lévy est certes moins dense que celui de Denys Lombard. Afin de ne pas alourdir la lecture, l'auteur renonce aux notes de références. Il ne s'arrête pas à la période impériale mais nous amène jusqu'à l'histoire contemporaine: la première république chinoise, la montée du communisme et la guerre mondiale. Un dernier chapitre est consacré à la république populaire proclamée en 1949.

Rédigé dans un style alerte et agréable, l'ouvrage de Roger Lévy permet de faire le lien entre la Chine ancienne et celle d'aujourd'hui. Il nous montre, entre autres, comment peu à peu toute possibilité de troisième force devient impossible en Chine, si grandes étaient les carences du Kuomintang, si vigoureuse la pression communiste.

Genève

Gilbert Etienne

PERCIVAL SPEAR, *The Oxford History of Modern India, 1740—1947*. Oxford, Clarendon Press, 1965, 426 S. — Es ist sehr zu begrüßen, daß der dritte Teil der bekannten, 1958 in dritter von verschiedenen Spezialisten überarbeiteter Auflage erschienenen Oxford History of India V. A. Smiths jetzt separat erhältlich ist. Die Vorzüge des Werkes sind bekannt: Klare Gliederung des Stoffes, gedrängte Darstellung ohne unzulässige Vereinfachung, geschickt ausgewählte Illustrationen und Karten, nützliche bibliographische Hinweise. Sie finden sich bei Spear in besonderem Maße. Darüber hinaus enthält die vorliegende Sonderausgabe am Ende eine chronologische Tabelle, in der nicht nur die wichtigen Personen und politischen Ereignisse aufgeführt sind, sondern auch Wirtschaft, Gesellschaft und Kultur berücksichtigt werden. Selbstverständlich werden diese Belange auch im Textteil gebührend behandelt. Freilich muß man sich auch in der Separatausgabe mit dem kleinen Druck abfinden, der das Lesen auch für ein gutes Auge mühsam macht.

Spear betrachtet die Geschichte Indiens in den letzten zweihundert Jahren zu Recht nicht als Aufstieg und Niedergang der britischen Herrschaft in Indien, sondern als Geschichte des indischen Volkes in dieser Zeit und unter diesen Verhältnissen. Dies gilt, obschon die Titel der vier ungefähr gleich langen Teile (*The Rise of the British Dominion, Completion and Consolidation, Imperial India und National India*) anderes vermuten lassen. Den letzten Teil hätte man nicht ungern etwas ausführlicher als die andern behandelt gesehen. In Anbetracht der stets reformwilligen und auf die Bedürfnisse und Ansprüche der Inder immer wieder eingehenden britischen Verwaltung während der ganzen Zeit läßt sich die Einteilung, die Spear mit seinem Stoff vornimmt, jedoch rechtfertigen.

Zürich

Robert Schneebeli

GUY et JEAN TESTAS, *L'Inquisition*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966. In-12, 128 p. (Coll. «Que sais-je?», n° 1237.) — L'Inquisition est née au sein de la chrétienté occidentale pour parer au danger néo-manichéen. En 1184 le concile de Vérone organise une justice épiscopale contre les Cathares, mais elle s'avère inefficace et, après la croisade des Albigeois, la papauté confie aux ordres mendiants la direction des tribunaux d'exception. La répression exercée par les Dominicains en Languedoc sera rigoureuse et cruelle mais pleinement efficace à la longue. Tous les hétérodoxes sont justiciables de l'Inquisition: sorciers un peu partout, lucifériens en Allemagne, patarins et vaudois — ou même gibelins — en Italie, spirituels, lollards, disciples de Jean Huss, pré-réformateurs. Au XVI^e siècle, reléguée sur un plan secondaire dans la plupart des Etats catholiques, l'Inquisition connaîtra un regain d'activité en Espagne: mais elle est dans ce pays autant, si non plus, au service de la couronne qu'à celui de la religion. Elle traque les minoritaires irréductibles, *conversos* ou *marranos*, judaïsants secrets

(depuis 1478 avec une vigueur accrue), *moriscos* restés de cœur musulmans après la conquête de Grenade (1492), puis tous ceux qui s'écartent de la pratique strictement orthodoxe du catholicisme, *alumbrados*, érasmiens, réformés, et, en s'avancant dans le temps, toutes les personnes suspectes de libre pensée. Au XVII^e siècle, 22 tribunaux inquisitoriaux fonctionnaient dans les possessions espagnoles d'Europe et d'Amérique: on a prétendu qu'ils auraient prononcé, jusqu'à leur disparition au début du XIX^e siècle, 291 450 condamnations; ils auraient fait brûler effectivement 31 912 «hérétiques». Les auteurs du petit ouvrage qui nous résume cette longue histoire semblent portés à l'indulgence: ils estiment ces évaluations exagérées. Ils se rangent volontiers à l'opinion d'écrivains américains et espagnols pour qui les prisons de l'Inquisition étaient un lieu de pénitence chrétienne et non un enfer. Ils soulignent la mansuétude des Inquisiteurs envers les Indiens. Ils reconnaissent cependant la prédilection du tribunal ecclésiastique pour les dénonciations et les tortures. L'Inquisition espagnole méritait certes de faire l'objet d'un long développement — que l'on pourra compléter par le livre de H. Kamen, *The Spanish Inquisition*, Londres, 1965 —, mais nous regrettons que la place réservée à l'extirpation de l'hérésie aux XII^e et XIII^e siècles en ait été d'autant réduite, au risque d'une certaine confusion. Du moins trouvera-t-on dans ce petit livre l'essentiel sur l'une des organisations les plus controversées de l'Église romaine.

Madrid

Ivan Cloulas

ROBERT SCHELP, *Die Reformationsprozesse der Stadt Straßburg am Reichskammergericht zur Zeit des Schmalkaldischen Bundes (1524)/1531 bis 1541/(1555)*. Kaiserslautern, Buchhandlung Geschwister Schmidt (Kommissionsverlag), 1965. 287 S. — Es ist die Absicht dieser *rechtsgeschichtlichen* Untersuchung, wohl einer Tübinger Dissertation, «Ursachen und Folgen der Reformationsprozesse in ihrer landesgeschichtlichen Einordnung» darzustellen. Das ist dem Verfasser auch gelungen. In fast zu großer Bescheidenheit unterläßt er jedoch den Hinweis auf die auch vorhandene allgemein-geschichtliche Einordnung (im I. und III. Teil), die uns fast gewichtiger erscheint: Der Versuch der kirchlich-traditionellen (d. h. in spätmittelalterlicher Weise «katholischen») Reichsbehörden, die praktische Durchführung religiöser Reformen durch eine Obrigkeit auf gerichtlichem Wege zu hindern, brachte die Justiz in unmittelbare Abhängigkeit von der Willkür der politischen Lage; denn diese Refompraxis war eine wesentlich politische Sache, elementarer als das positive Recht. — Teils durch die Vermittlung des Domkapitels beim Bischof (1536), teils durch die Ausgleichspolitik Karls V. um 1540/41 kamen alle gegen Straßburg hängigen Verfahren zum Erliegen. Der Schmalkaldische Bund, zu dessen bedeutendsten Mitgliedern Straßburg zählte, war weit mehr als eine Prozeßpartei: Er war in den fraglichen Jahren die stärkste Macht im Reich. — Im zweiten, rechtsgeschichtlichen Teil, dem Hauptteil des Buches, werden die Prozesse in Sachen dreier von der Stadt hauptsächlich aus militärischen Gründen (Bannmeile) zerstörter oder von der Zerstörung bedrohter Klöster ausführlich geschildert. Das Verfolgen eines solchen Verfahrens ist für jeden Historiker lehrreich, der sich mit der frühen Neuzeit befaßt. Die Darstellung liest sich verhältnismäßig angenehm, sobald man die oft sprachwidrig angeordneten zahllosen Anmerkungen nicht

mehr allzu ernst nimmt. — Der Ausdruck «gerichtlich krieg» ist die zeitgenössische Übersetzung von «lis» (= Rechtsstreit) und als solche völlig neutral. «Krieg» bedeutete im Mittelalter mehr als «bellum» (= militärische Operationen). Wenn nun in modernisierter Schreibweise von «gerichtlichem» oder auch «rechtlichem Krieg» die Rede ist, so versteht der Leser zunächst «Krieg mit den Mitteln der Justiz anstatt des Militärs» (nämlich zur Umgehung des Waffenstillstandes), und das ist nicht mehr neutral, sondern pejorativ. Es entspricht freilich im Ergebnis dem anfangs erwähnten Tatbestand der Korruption des Reichskammergerichts durch die politische Lage, wird aber dem Denken der Zeitgenossen nicht gerecht. — Dem eiligen Leser dient eine gute Zusammenfassung; die Zahlenkette im Titel dagegen mutet wie eine Denksportaufgabe an.

Küsnacht ZH

René Hauswirth

CLAUDE BRELOT, *Besançon révolutionnaire*. Paris, Les Belles Lettres, 1966. In-8^o, 212 p. (Cahiers d'études comtoises, 9). — Au début de ce cahier paru aussi sous les auspices de l'Association interuniversitaire, divers érudits donnent une intéressante orientation bibliographique sur la Révolution à Dijon et dans l'est de la France. Mademoiselle Brelot, pour sa part, ne prétend pas dresser un tableau complet des événements à Besançon. Elle centre son travail sur l'opinion publique et la vie des clubs, quitte à aborder les aspects économiques et sociaux en cas de nécessité. Le développement de l'esprit révolutionnaire jusqu'en juin 1792, terreur et contre-terreur, puis vie quotidienne et luttes politiques d'octobre 1795 à novembre 1799 forment les trois parties de ce beau travail, riche en références à des documents et animé par une quantité de citations utiles. Besançon s'ouvre aux grands courants d'idées et à la conscience nationale. Une «émeute des blés», les derniers jours de mars 1789, atteste l'existence d'une mentalité insurrectionnelle qui pointera à chaque hausse du prix du pain. Des heurts avec la garnison travaillée par la contre-révolution, les remous durables provoqués par la Constitution civile du clergé, la formation d'une garde nationale suivie d'une confédération des villes et des milices, «dernier acte de la nation franc-comtoise», jalonnent une première étape. Le Club de Besançon va être au centre du flux et du reflux des idées politiques. Le journal la Vedette, plus violent, cherche à secouer l'apathie de l'opinion, mais ne rend pas compte de l'état d'esprit réel. Signalons au moins l'intérêt de tel passage relatif à la Feuille hebdomadaire — un journal de réflexion plus que d'opinion — ou relevant le rôle de la Société dramatique qui épure les tragédies et choisit des pièces patriotiques. Les Thermidoriens provoquent de vives luttes à caractère souvent personnel. La Suisse paraît quelques fois dans la trame de fond comme refuge des émigrés. A Besançon, on accuse les horlogers suisses d'affamer le peuple; on cherche à les écarter des élections de 1795 par crainte de leurs opinions avancées, bien qu'ils soient devenus citoyens français. Dans une conclusion nuancée qui couronne ce travail bien construit, Mademoiselle Brelot indique que l'existence assez calme n'a pas bouleversé la vie sociale. Aucun personnage ne s'est vraiment imposé. Réformistes et modérés, les Bisontins furent alors moins conservateurs que la province voisine.

Neuchâtel

Jean Courvoisier

GIUSEPPE CHIOSTERGI, *Diario Garibaldino e altri scritti e discorsi*, a cura di Elena Fussi Chiostergi e Vittorio Parmentola. Milano, Associazione Mazziniana Italiana, 1965. In-8°, 349 p. — Ce livre n'est pas seulement un recueil d'hommages à la mémoire de G. Chiostergi; ses auteurs l'ont conçu comme une contribution à l'histoire de sa vie et de quelques-uns des événements auxquels il fut mêlé. Pour cela, après une biographie due à V. Parmentola, ils ont reproduit toute une série de documents: extraits des lettres de G. Chiostergi à sa fiancée en 1914—1915, alors qu'il combattait sur le front de l'Argonne dans les rangs des volontaires garibaldiens; lettres autobiographiques, publiées ou inédites; textes politiques: appels, circulaires, articles, fragments de discours, etc. Toutes ces pièces, publiées selon les règles les plus strictes de la critique historique, constituent l'essentiel de l'ouvrage. Grièvement blessé et fait prisonnier au début de 1915, Chiostergi fut compris dans l'échange de grands blessés de 1916 et évacué en Suisse. Il ne tarda pas à se fixer à Genève où il devait demeurer jusqu'en 1946. Cet ardent républicain lutta avec vigueur contre le fascisme, ce qui lui valut, en 1926, de perdre son poste de secrétaire de la Chambre de commerce italienne. Dès lors, il vécut en donnant des leçons d'italien, tout en poursuivant ses activités politiques au sein de l'émigration. D'intéressants documents s'y rapportent, tels ces circulaires du Parti républicain en exil dont Chiostergi fut le secrétaire politique en 1934—1935; ils fourniront des indications précieuses pour une histoire de l'antifascisme en Suisse. On sait qu'après la guerre Chiostergi occupa des charges importantes dans son pays: député, sous-secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, ambassadeur extraordinaire, vice-président de la Chambre... Ajoutons que l'ouvrage comporte des notices biographiques sur les principaux personnages, une bibliographie et un index des noms.

Genève

Marc Vuilleumier

PAUL GUICHONNET, *Mussolini et le fascisme*. Paris, Presses universitaires de France, 1966. In-16, 128 p. (Coll. «*Que sais-je?*», no. 1225). — La bibliographie française relative au fascisme demeure aujourd'hui encore assez restreinte. Aussi l'étude de M. Paul Guichonnet vient-elle à son heure pour établir l'état de la question et, espérons-le, susciter de nouveaux travaux en langue française dans ce vaste champ d'étude où il reste encore à faire.

Avec raison, l'auteur s'attarde sur les origines du phénomène fasciste qu'il recherche aussi bien dans l'évolution de l'Etat italien depuis l'unité, dans la victoire mutilée de 1918, que dans la grande crise antipositiviste et nationaliste de la pensée européenne à l'aube du XX^e siècle. Par delà les adulations et les haines frénétiques, il retrouve, au travers de son cheminement spirituel, symbole de celui d'une génération entière, la figure du Duce. Quant à l'évolution du régime lui-même, le professeur Guichonnet la replace dans le contexte non seulement diplomatique ou politique de l'Europe dans l'entre-deux guerres, mais dans son évolution économique, puisque aussi bien le fascisme italien fut, plus que d'autres systèmes totalitaires, sensible aux fluctuations de l'économie mondiale et aux pressions extérieures. Nous ajouterons que de toutes ces influences, la plus pernicieuse devait être la nazie, qui entraîna le fascisme non dans une voie nouvelle, comme on incline quelquefois à le dire aujourd'hui, mais dans l'accomplissement de la terreur et du totalitarisme

inhérent à sa vision du monde et à son système économique et politique. L'habileté du Duce put un temps faire illusion et aveugler ceux qui, en Europe, n'attendaient que cela; jusqu'à ce qu'une mort ignominieuse vînt parachèver l'œuvre de destruction matérielle et morale que fut en fin de compte l'ère mussolinienne.

Genève

J. C. Favez

JEAN AUBURTIN, *Le colonel de Gaulle*. Paris, Plon, 1965, In-8°, 176 p. — MADELEINE BAUDOIN, *Histoire des groupes francs des Bouches du Rhône*. Paris, Presses Universitaires de France, 1962. In-8°, 283 p. — PIERRE BILLOTTE, *Du pain sur la planche*. Paris, Plon, 1965. In-12, 189 p. — PIERRE BOURDAN, *Carnet de route*. Paris, Plon, 1965. In-8°, 228 p. — JEAN FERNIOT, *De Gaulle et le 13 mai*. Paris, Plon, 1965. In-8°, 490 p. — MAURICE SCHUMANN, *La voix du couvre-feu*. Paris, Plon, 1964. In-8°, 334 p. — La Résistance et la carrière du général de Gaulle participent autant à la légende qu'à l'histoire. Et c'est bien dans cette zone intermédiaire que se situent les ouvrages mentionnés ci-dessus, qui méritent, plus ou moins bien, ou mal, d'être classés à l'enseigne de Clio.

Jean Auburtin est un gaulliste de la première heure, ayant déjà servi le Colonel de Gaulle dans son projet de réforme de l'armée française en 1935. C'est, comme on le sait, sur cette entreprise ratée que s'ouvre la saga de l'homme providentiel. Malheureusement cette évocation n'apporte pas grand chose de neuf. Auburtin n'en dit guère plus que le général dans ses Mémoires de Guerre, et un peu moins que cet autre compagnon des temps obscurs, le Colonel Lucien Nachin. Si l'auteur s'était cantonné dans ses souvenirs personnels, peut-être que son témoignage aurait eu plus de valeur. Mais ici, comme chez quelques autres, le témoin et l'historien se nuisent mutuellement.

Maurice Schumann s'est contenté de réunir les meilleures de ses allocutions à la BBC. Excellente façon de commémorer le souvenir de la France Libre, car ces pages n'ont rien perdu de leur puissance. La Libération nous vaut un carnet de reportages dus à un journaliste de talent: Pierre Bourdan. Il raconte ses aventures en France occupée et en voie de libération, avec beaucoup de verve et d'humour. L'histoire des groupes francs de la région marseillaise vise plus haut. C'est une tentative de dépasser, sur le plan historique, un engagement personnel. Dossier utile et bien documenté, présentant les plus sérieuses garanties de probité intellectuelle. De telles garanties d'authenticité font précisément défaut dans le récit de Jean Ferniot. Comment distinguer dans cette enquête touffue les faits authentiques et les simples ragots colportés d'une salle de rédaction à l'autre? La vraisemblance même est un critère peu solide dans l'enchevêtrement des complots. Signalons enfin cette profession de foi électorale d'un grand de l'UNR-UDT, le général Billotte, intitulée: *Du pain sur la planche*.

Genève

L. Mysyrowicz

Général FRIDO VON SENGER UND ETTERLIN, *Panzer sur l'Europe. Souvenirs*. Traduit de l'allemand par le lieut.-col. P. M. Flécher. Monaco, Editions du Rocher, 1965. In-8°, 344 p., ill. — On hésite quelque peu à commenter un tel ouvrage. Il s'agit d'un véritable pot-pourri sur la deuxième guerre

mondiale : quelques souvenirs personnels, un semblant d'étude historique, des digressions politico-morales, des leçons tactiques pour une nouvelle guerre. Ne retenons que l'aspect témoignage, le reste étant extrêmement banal. On regrettera que von Senger soit tellement discret sur ses véritables expériences personnelles, et c'est un peu abusivement que le livre porte comme sous-titre : *Souvenirs*. Visiblement l'auteur souffre d'inhibition. A tout moment, il prend soin de confesser ses sentiments antinazis, répétant à satiété, sans d'ailleurs fournir quoi que ce soit à l'appui de ses déclarations, qu'il ne partageait pas les illusions et les fautes de ses camarades. Ce souci trop grand de respectabilité conduit l'auteur sur les épisodes les plus intéressants de sa carrière pour s'attarder sur le récit de faits d'armes déjà connus. Au milieu de ce fatras, seul le chapitre sur la campagne de France apporte quelque chose à l'historien. Von Senger la fit à la tête de la dernière brigade de cavalerie non motorisée. Le récit de ses cantonnements dans divers châteaux français illustre (bien faiblement, empressons-nous d'ajouter), l'attitude de certains milieux français devant l'occupation. Mais somme toute, *Panzer* est un livre inutile.

Genève

L. Mysyrowicz

PIERRE URI, *Une politique monétaire pour l'Amérique latine*. Avec la collaboration de Nicolas Kaldor, Richard Ruggles et Robert Triffin. Paris, Plon, 1965. In-8°, 114 p., annexes (Coll. «A l'échelle du Monde»). — C'était une gageure que de vouloir présenter en 114 pages une analyse complète des problèmes monétaires latino-américains. L'essai est pourtant, ici, réussi, et la contribution ainsi apportée à une meilleure compréhension de ces problèmes est considérable. Il convient de souligner l'exceptionnelle objectivité avec laquelle sont présentées les deux écoles économiques qui s'affrontent sur le terrain de la doctrine et aussi sur celui des faits politiques : «monétaristes» et «structuralistes» — libéraux et dirigistes en langage européen, ou encore F.M.I. (Fonds Monétaire International) et C.E.P.A.L. (Commission économique pour l'Amérique latine). A signaler aussi l'utilité des quelques modèles d'inflation suggérés qui illustrent l'extrême diversité des causes qui peuvent être à l'origine du processus, de même que le danger d'appliquer les remèdes classiques aux maladies spécifiques du sous-développement latino-américain.

Au fur et à mesure que nous passons du diagnostic à la thérapeutique, nous passons aussi de la lucidité et de la rigueur à un certain flottement et à une généralité excessive et sans nuances des affirmations et des mesures proposées. Si ceci est, comme nous le pensons, l'effet inévitable de l'influence des variables politiques et sociologiques au moment où l'on envisage l'action, et si ces variables sont en fait, comme M. Uri lui-même le met en valeur fort à propos, spécifiques à chacune des républiques latino-américaines, nous aurions préféré un titre au pluriel : «Des politiques monétaires pour l'Amérique latine» au lieu du singulier employé qui suggère une unicité des problèmes et des solutions qu'on ne retrouve ni dans la réalité, ni dans les conclusions de M. Uri.

L'effort de mise à jour de la riche documentation statistique incluse en fin de volume est remarquable.

Buenos-Aires

Jorge Roulet